

RCS : LYON

Code greffe : 6901

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LYON atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2010 B 04803

Numéro SIREN : 525 134 136

Nom ou dénomination : VIP

Ce dépôt a été enregistré le 27/09/2018 sous le numéro de dépôt A2018/027605



5131851

Dénomination : VIP
Adresse : 114 rue Vendôme 69006 Lyon -FRANCE-
n° de gestion : 2010B04803
n° d'identification : 525 134 136
n° de dépôt : A2018/027605
Date du dépôt : 27/09/2018

Pièce : Décision(s) de l'associé unique du 27/06/2018



5131851

JBN
Société à responsabilité limitée au capital de 20.000 euros
Siège social : SAINT-LAURENT-DE-MURE- (69720) – 137 Avenue Jean Moulin
525.134.136 RCS LYON

PROCES-VERBAL DE LA DELIBERATION DE L'ASSOCIE UNIQUE
DU 27 JUIN 2018

Le 27 juin, à 14 heures,

Monsieur Jordan CADIEU, demeurant à VILLETTE D'ANTHON (38280), 57 rue des Mésanges, agissant en qualité d'associé unique, a pris les décisions suivantes :

ORDRE DU JOUR

- Transfert du siège social de la société,
- Modification corrélative de l'article 5 des statuts sociaux,
- Changement de la dénomination sociale,
- Modification corrélative de l'article 3 des statuts sociaux,
- Augmentation du capital,
- Modification corrélative des articles 7, 8 et 9 des statuts sociaux,
- Pouvoir pour formalités.

PREMIERE DECISION

L'associé unique décide de transférer à LYON (69006), 114 rue Vendôme, le siège de la Société actuellement fixé à SAINT-LAURENT-DE-MURE- (69720) – 137 Avenue Jean Moulin, et ce à compter de ce jour.

L'assemblée générale décide en conséquence de modifier l'article 5 des statuts sociaux, qui sera désormais ainsi rédigé :

« *Article 5 - SIEGE SOCIAL*

Le siège social est fixé à :

LYON (69006), 114 rue Vendôme »

DEUXIEME DECISION

L'associé unique décide d'abroger la dénomination sociale actuelle et de la remplacer par la nouvelle dénomination sociale : VIP.

TROISIEME DECISION

L'associé unique, comme conséquence de la décision qui précède, décide de modifier l'article 3 des statuts sociaux de la façon suivante :

" ARTICLE 3 DENOMINATION SOCIALE

La société a pour dénomination sociale : VIP."

Le reste de l'article sans changement.

QUATRIEME DECISION

L'associé unique, décide d'augmenter le capital d'un montant de QUATRE VINGT MILLE EUROS (80.000 €) et de le porter ainsi de VINGT MILLE EUROS (20.000 €) à CENT MILLE (100.000 €) EUROS, par compensation avec une créance liquide et exigible qu'il détient à l'encontre de la société.

Cette augmentation de capital est réalisée par la création de 8.000 parts nouvelles de 10 euros de valeur nominale, attribuées à l'associé unique.

Elles seront dès leur création soumises à toutes les dispositions statutaires et seront complètement assimilées aux parts anciennes.

Elles seront créées jouissance du premier jour de l'exercice en cours et participeront à la répartition des bénéfices à compter de cette date.

CINQUIEME DECISION

L'associé unique, en conséquence de la décision qui précède décide de modifier les articles 6, 7 et 8 des statuts sociaux :

« ARTICLE 6 : APPORTS

Il a été apporté à la constitution de la société une somme de 20.000 euros, correspondant au montant nominal des 2.000 parts sociales de 10 euros chacune, composant le capital social d'origine, entièrement souscrites et libérées.

Par décision extraordinaire de l'associé unique en date du 27 juin 2018, le capital a été augmenté d'une somme de 80.000 euros par compensation avec une créance liquide et exigible.

ARTICLE 7 : CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de CENT MILLE EUROS (100.000 €).

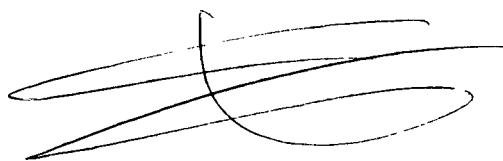
ARTICLE 8 : PARTS SOCIALES

Le capital est fixé à la somme de CENT MILLE EUROS (100.000 €), divisé en 10.000 parts de 10 euros chacune, entièrement souscrites et libérées, et appartenant toutes à Monsieur Jordan CADIEU, associé unique ».

Le reste de l'article sans changement.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal signé par l'associé unique



Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
LYON

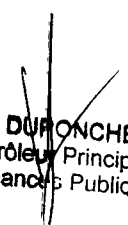
Le 13/07/2018 Dossier 2018 38950, référence 2018 A 12741

Enregistrement : 375 € Penalités : 0 €

Total liquidé : Trois cent soixante-quinze Euros

Montant reçu : Trois cent soixante-quinze Euros

Le Contrôleur des finances publiques


Viviane DUFONCHELLE
Contrôleur Principal
des Finances Publiques

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE

LYON

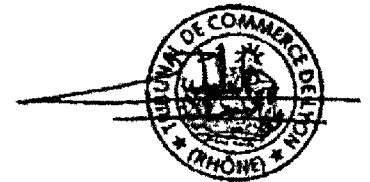
A2018/027605



5131850

Dénomination : VIP
Adresse : 114 rue Vendôme 69006 Lyon -FRANCE-
n° de gestion : 2010B04803
n° d'identification : 525 134 136
n° de dépôt : A2018/027605
Date du dépôt : 27/09/2018

Pièce : Statuts mis à jour du 27/06/2018



5131850

VIP

Société à Responsabilité Limité au capital de 100.000 euros
Siège social : LYON – (69006) – 114 rue Vendôme
525.134.136 RCS LYON

STATUTS

Mis à jour le 27 juin 2018

ARTICLE PREMIER – FORME

La société est de forme à responsabilité limitée.

ARTICLE 2 – OBJET

La société a pour objet directement ou indirectement :

- Achat et vente de tous biens immobiliers, gestion et location
- Et généralement toutes opérations financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à son objet social et à tous objets similaires ou connexes, ou susceptibles d'en faciliter l'application et le développement, le tout tant pour elle-même que pour le compte de tiers ou en participation sous quelque forme que ce soit.

ARTICLE 3 – DENOMINATION SOCIALE

La société a pour dénomination :

"VIP"

Dans tous les documents émanant de la société, cette dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société à Responsabilité Limitée" ou des initiales S.A.R.L, et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 4 – DUREE

La durée de la société est fixée à 99 ans, à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

ARTICLE 5 – SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à :

LYON (69006) – 114 rue Vendôme

ARTICLE 6 – APPORTS

Il a été apporté à la constitution de la société une somme de 20.000 euros, correspondant au montant nominal des 2.000 parts sociales de 10 euros chacune, composant le capital social d'origine, entièrement souscrites et libérées.

Par décision extraordinaire de l'associé unique en date du 27 juin 2018, le capital a été augmenté d'une somme de 80.000 euros par compensation avec une créance liquide et exigible.

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital est fixé à la somme de CENT MILLE EUROS (100.000 €).

ARTICLE 8 – PARTS SOCIALES

Le capital est fixé à la somme de CENT MILLE EUROS (100.000 €) divisé en 10.000 parts de 10 euros chacune, entièrement souscrites et libérées, et appartenant toutes à Monsieur Jordan CADIEU, associé unique.

2o- Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit proportionnel égal, d'après le nombre de parts existantes, dans les bénéfices de la société et dans l'actif social.

3°- Chaque part sociale est indivisible à l'égard de la société, les copropriétaires indivis de parts sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou par un mandataire commun pris parmi les associés; le nu-propriétaire est valablement représenté par l'usufruitier, sauf convention contraire signifiée à la société.

4 o- Conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du Code Civil, en cas de pluralité d'associés, le conjoint de tout associé qui revendique lui-même la qualité d'associé sera soumis à l'agrément des associés délibérant aux conditions prévues sous l'article 9-2° pour les cessions à des personnes étrangères à la société, l'associé époux de ce conjoint étant exclu du vote et ses parts n'étant pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

ARTICLE 9 -CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS

1 o- Les cessions de parts sociales doivent être constatées par actes sous seings privés ou par acte notarié; elles ne sont opposables à la société et aux tiers qu'après l'accomplissement des formalités prévues par la loi et les règlements.

2°- En cas de pluralité d'associés, les parts sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées à titre gratuit ou onéreux à des personnes étrangères à la société, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales et sous réserve du respect des dispositions légales et réglementaires relatives aux cessions de parts à des tiers.

3°- La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite personnelle, le redressement ou la liquidation judiciaire d'un associé.

4 o- Les parts sociales sont librement transmissibles par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux.

ARTICLE 10 -GERANCE

1 o- La société est administrée par un ou plusieurs gérants obligatoirement personnes physiques, pris parmi les associés ou en-dehors d'eux.

En cas de pluralité d'associés, ce ou ces gérants sont nommés par une décision collective des associés prise à la majorité de plus de la moitié des parts sociales. Cette décision fixe la durée de leurs fonctions.

2°- Le ou les gérants ont ensemble ou séparément, s'ils sont plusieurs, les *pouvoirs les plus étendus* pour agir au nom de la société et pour faire et autoriser tous les actes et opérations dans les limites de l'objet social.

Toutefois, à titre de règlement intérieur et sans que cette clause puisse être opposée aux tiers, il est convenu que le ou les gérants agissant conjointement ou séparément ne pourront sans y avoir été préalablement autorisés par *décision* collective ordinaire des associés,

acheter, vendre ou échanger tout immeuble ou fonds de commerce, constituer une hypothèque sur les immeubles sociaux ou un nantissement sur le fonds de commerce, concourir à la constitution de toute société ou faire apport de tout ou partie des biens sociaux à une société constituée ou à constituer.

3°- Le ou les gérants peuvent, sous leur responsabilité, constituer des mandataires pour un ou plusieurs objets déterminés.

4°- La rémunération du ou des gérants est fixée par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision ordinaire de ceux-ci. Elle peut être modifiée dans les mêmes conditions.

5°- Le ou les gérants peuvent se démettre de leurs fonctions, en prévenant le ou les associés trois mois au moins à l'avance et par lettre recommandée.

Le ou les gérants sont toujours révocables par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

ARTICLE 11 - ASSOCIES

1°- L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus par la loi et les statuts à la collectivité des associés. Il ne peut déléguer ses pouvoirs.

2°- En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives résultent, au choix de la gérance, d'un vote par écrit ou d'une assemblée générale.

Toutefois, les associés doivent obligatoirement être réunis en assemblée pour l'approbation annuelle des comptes de l'exercice écoulé ou lorsque la réunion d'une assemblée a été demandée par un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales.

En cas de consultation par écrit, la gérance adresse au dernier domicile connu de chacun des associés, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés. Les associés ont un délai de quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolutions pour faire parvenir leur vote à la gérance. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu.

En cas de réunion d'assemblée générale, la convocation est faite quinze jours au moins à l'avance par lettre recommandée adressée au dernier domicile connu de chacun des associés avec mention de l'ordre du jour et des lieu, jour et heure de la réunion.

Chaque associé peut participer à toutes les décisions collectives quelles qu'elles soient et dispose d'autant de voix qu'il possède et représente de parts, sans limitation.

Qu'elles résultent d'une assemblée générale ou d'un vote par écrit, les décisions collectives doivent être prises :

- a) pour les décisions collectives ordinaires (c'est-à-dire celles n'entraînant pas modification directe ou indirecte des statuts) à la majorité de plus de la moitié des parts sociales sur première consultation, et à la majorité des votes exprimés, quel que soit le nombre de votants, sur seconde consultation;

b) pour les décisions collectives extraordinaires (c'est-à-dire celles entraînant directement ou indirectement modification des statuts) à la majorité des trois quarts des parts sociales.

3°- Les décisions de l'associé unique ou celles prises par la collectivité des associés sont constatées sur un registre spécial coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées dans les conditions réglementaires.

ARTICLE 12 - COMMISSAIRE AUX COMPTES

1°- Un ou plusieurs commissaires aux comptes peuvent être désignés par l'associé unique ou par la collectivité des associés statuant aux conditions fixées pour les décisions ordinaires.

Cette désignation est obligatoire lorsque la société dépasse les seuils fixés par décret.

2°- Les commissaires aux comptes sont désignés pour six exercices. Ils exercent leurs fonctions et sont rémunérés conformément à la loi.

ARTICLE 13 - COMPTES SOCIAUX

1°- Chaque exercice social commence le 1^{ER} janvier de chaque année et se termine le 31 Décembre de l'année suivante. Par exception le 1^{er} exercice social sera clos le 31 Décembre 2011.

2°- L'inventaire et les comptes annuels ainsi que le rapport de gestion de l'exercice écoulé sont établis par le Gérant.

3°- L'associé unique ou la collectivité des associés approuve les comptes et décide l'affectation du résultat dans les six mois de la clôture de l'exercice.

ARTICLE 14 - REPARTITION DU BENEFICE

1°- Sur le bénéfice distribuable, il est prélevé tout d'abord toute somme que l'assemblée générale décidera de reporter à nouveau sur l'exercice suivant ou d'affecter à la création de tous fonds de réserve extraordinaire, de prévoyance ou autre avec une affectation spéciale ou non. Le surplus est réparti entre tous les associés au prorata de leurs droits dans le capital.

L'assemblée générale des associés peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Toutefois, les dividendes doivent être prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

2°- En cas d'associé unique, celui-ci décide de l'affectation du bénéfice distribuable et peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dans les mêmes conditions que ci-dessus.

3°- La mise en paiement du dividende doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prorogation par délai de justice.

91

ARTICLE 15 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

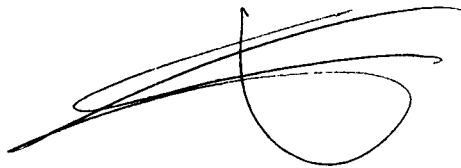
1°- A l'expiration de la société ou en cas de dissolution pour quelque cause que ce soit, la liquidation est faite par le ou les gérants alors en fonction sauf décision contraire du ou des associés qui désignent alors, dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires, un ou plusieurs autres liquidateurs.

2°- Les liquidateurs ont les pouvoirs les plus étendus à l'effet de réaliser aux prix, charges et conditions qu'ils aviseront, tout l'actif de la société et d'éteindre son passif. Ils peuvent agir séparément.

3°- Le boni de liquidation, après remboursement du nominal des parts sociales, est attribué à l'associé unique, ou, en cas de pluralité d'associés, partagé entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts sociales.

COPIE CERTIFIEE CONFORME

LA GERANCE

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, overlapping strokes that form a stylized, somewhat abstract shape.